



Le monde
d'après est
déjà le nôtre !

FORUM
NATIONAL DE
L'**ECONOMIE**
SOCIALE ET
SOLIDAIRE

2021

**ACCÉLÉRER
LES TRANSITIONS**

Partage de solutions
Focus - Débats

Organisé par



avec le soutien de



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

niort agglo
Agglomération du Niortais



BANQUE des
TERRITOIRES





SOMMAIRE

Rédaction et photos : Vivant Communication
Réalisation graphique : Agence RC2C
Coordination : CRESS Nouvelle-Aquitaine /
Jérémy Briand-Wach

Les textes de cette œuvre sont mis à
disposition selon les termes de la Licence
Creative Commons Attribution - Pas
d'Utilisation Commerciale - Partage dans
les Mêmes Conditions 3.0 France (crédits :
CRESS NouvelleAquitaine, Vivant
Communication)

- P.5** > ESS et politiques publiques
- P.8** > Au cœur de la redirection écologique
- P.13** > Vers un habitat solidaire et durable
- P.16** > Sensibiliser à l'ESS, à tous les âges
- P.18** > La République de l'ESS, un projet politique
- P.22** > La citoyenneté économique en action
- P.25** > Des médias pour vivre et raconter l'ESS
- P.26** > Accompagner l'innovation sociale
- P.29** > Un objectif : tous égaux face à l'emploi
- P.32** > Coopérer pour transformer

ÉDITO



C'est avec enthousiasme que la CRESS Nouvelle-Aquitaine vous propose ce document de restitution de la très belle 6^e édition du Forum National de l'Economie Sociale et Solidaire. Plus de 250 organisations sont intervenues pour construire et échanger avec les 1500 participant-es accueilli-es pendant ces 3 journées denses, où toute la ville de Niort foisonnait ESS.

Cette sixième édition a souhaité enrichir encore sa forme et son contenu et nous a fait la preuve de la diversité des initiatives portées par l'ESS qui œuvre depuis maintenant 200 ans à construire une société plus sociale, plus démocratique et plus solidaire.

Au fil des pages qui suivent, vous trouverez un échantillon de ce qui a fait la richesse de ces 3 jours dédiés à l'économie sociale et solidaire, à l'innovation sociale. Porté par l'urgence d'accélérer les transitions indispensables à notre société et à notre économie, le Forum s'est particulièrement évertué à démontrer comment l'ESS initie et accompagne les (nécessaires) transformations de notre société.

Toujours précurseuse et innovante, l'économie sociale et solidaire est au cœur de la redirection écologique nécessaire pour faire face aux menaces qui s'imposent à nous toutes et tous. Surtout, et parce qu'au-delà des constats, «il est urgent d'agir», l'ESS est au premier rang pour penser, organiser, expérimenter et agir pour relever ces défis, immenses.

Ces 3 jours de Forum auront permis d'échantillonner cette vitalité de l'ESS, toujours vive, sur les nombreux champs qui font société: Politiques publiques; redirection écologique; habitat solidaire et durable; éducation à tous les âges; citoyenneté économique; etc.

À travers ce document de restitution, nous vous proposons de continuer à faire vivre par-delà le Forum ESS, la richesse des échanges et la pertinence des propositions qui nous auront animé tout au long de ces 3 jours Niortais.

J'en profite pour adresser nos plus vifs remerciements à la Région Nouvelle-Aquitaine, à Niort Agglo et aux autres partenaires sans qui ce Forum ne pourrait avoir lieu. Merci enfin, aux membres du comité de pilotage pour leur engagement, financier et humain qui rendent cette expérience humaine possible.

Stéphane Montuzet,
président de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire



UN ÉVÉNEMENT CO-CONSTRUIT

UN COMITÉ DE PILOTAGE ÉLARGI

Près de 40 organisations ESS et publiques dans le comité de pilotage pour définir les grands axes.

APPEL À CONTRIBUTION

Un appel à contribution pour permettre d'ouvrir le programme à tout type de structure. Plus de 250 contributions proposées.



CAPITALISER SUR LA MÉTHODE

Impulsé par la CRESS Nouvelle-Aquitaine, le Forum de l'ESS est le fruit d'un travail collectif, qui a associé une pluralité d'acteurs (associations, entreprises de l'ESS, collectivités...). Fidèle aux valeurs de l'ESS, le choix d'une construction en coopération suppose une méthode et des outils adaptés. La Fonda et le Rameau élaborent un document éclairant cette approche méthodologique qui permettra d'en synthétiser les principales caractéristiques et d'en favoriser le transfert auprès d'autres structures souhaitant mettre en œuvre une démarche similaire.

EN CHIFFRES

> **250**

organisations intervenantes, dont 50% hors Nouvelle-Aquitaine (France et international)

> **1500**

participant-es : 330 (22%) citoyen-nes, 240 (16%) étudiant-es et 930 (62%) professionnel-les (dont 72% d'ESS et 17% du public)

> **3**

jours de Forum répartis dans toute la ville !

> **94%**

de taux de satisfaction du Forum (enquête sur place et post Forum avec 280 répondant-es : satisfait-es ou très satisfait-es)



UN ÉCO-ÉVÉNEMENT

- Des installations et produits réutilisables
- Une gestion durable des déplacements et des transports
- Gestion des déchets et de l'eau
- Une restauration éco-responsable
- Une collecte de téléphones usagés avec Les Ateliers du Bocage

Mobilier de réemploi, restauration locale et favorisant le zéro-déchet, installation de toilettes sèches, incitation aux déplacements doux... L'organisation du Forum a été entièrement pensée pour répondre aux enjeux de préservation des ressources naturelles et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.



ESS & POLITIQUES PUBLIQUES



Si la reconnaissance d'une économie sociale en France date d'une quarantaine d'années, cela fait 20 ans qu'elle trouve progressivement sa place au sein des politiques locales. Vingt ans, c'est aussi l'âge du réseau RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire). Il réunit près de 200 métropoles, intercommunalités, communes, conseils régionaux et départementaux convaincus que l'ESS peut relever sur les territoires les défis du climat, de l'économie, de la démocratie et de la justice sociale.

Le RTES a confié à des chercheurs et chercheuses rattaché-es à la Fondation Maison des sciences de l'homme une étude, encore en cours, visant à tirer un bilan des politiques locales de l'ESS. La Fondation Crédit Coopératif et la Fondation AG2R La Mondiale y apportent leur soutien financier. Les socio-économistes Laurent Fraisse et Jean-Louis Laville pilotent cette recherche-action dont l'objectif est également de mener un travail prospectif pour s'engager avec une méthode et une boussole dans les dix années cruciales à venir.



MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE

1980-2000 : RECONNAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, PUIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, AVEC UN CADRAGE NATIONAL DES POLITIQUES PUBLIQUES.

Le poids des collectivités locales dans le soutien aux associations est croissant, mais le territoire est secondaire dans la structuration des enjeux de politique publique comme de celle des réseaux d'acteurs.

2001-2008 : ARRIVÉE DES PREMIÈRES ÉLUES À L'ESS À DIFFÉRENTES ÉCHELLES DE COLLECTIVITÉS LOCALES.

C'est la période des pionnières, qui posent un autre regard sur l'économie territoriale. Élargissement de la définition statutaire avec l'introduction de critères (initiatives locales, ancrage territorial, utilité sociale, innovation sociale, citoyenneté économique).

2008-2014 : PÉRIODE DE CONSOLIDATION, D'ÉLARGISSEMENT ET DE DIVERSIFICATION.

Presque toutes les régions ont une politique de l'ESS. Avec l'ébranlement du logiciel néolibéral en 2008, l'idée de rendre l'économie résiliente grâce à l'ESS devient

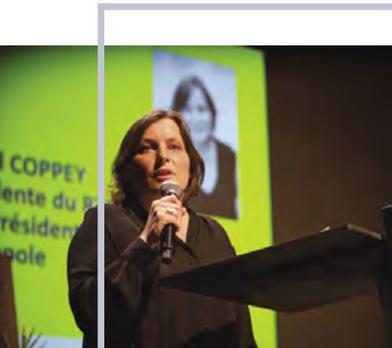
un argumentaire. Création d'outils transversaux tels que la commande publique responsable, les PTCE, l'investissement dans des SCIC etc.

2014-2021 : PÉRIODE D'INSTITUTIONNALISATION ET DE RÉSILIENCE.

La loi Hamon devient le cadre de référence pour les collectivités. Affirmation de l'ancrage de l'ESS dans le développement économique, densification et normalisation des écosystèmes de l'ESS.

Parmi les questions actuelles, en forme de défis : à quelles conditions ces politiques territoriales peuvent-elles faire levier pour une transition écologique et citoyenne ? Comment aller au-delà de politiques incitatives, vers des politiques contraignantes (cadre législatif, code des marchés publics, emplois aidés...) pour des politiques plus transformatrices ? Comment faire de l'ESS l'acteur central de politiques sectorielles ou de filières ?

(Extrait de l'étude RTES en cours)



« Nous sommes à un moment particulier pour l'économie sociale et solidaire. Après les derniers épisodes électoraux, municipaux, départementaux, régionaux, nous avons la capacité de dire aujourd'hui que l'ESS est au cœur des exécutifs des territoires. Un indicateur : nous avons quasiment doublé le nombre d'élues portant une délégation d'ESS entre 2014 et 2020. C'est un gage de visibilité mais aussi de stabilité pour l'inscrire dans le temps long des politiques publiques. C'est aussi la reconnaissance que l'ESS est devenue incontournable car elle propose des solutions viables, crédibles, désirées et portées par les citoyen·nes. Elle peut être une incroyable respiration démocratique pour nos modes de gouvernance territoriaux. »

Mahel Coppey, Présidente du RTES, vice-présidente de Nantes Métropole



L'ENJEU DE LA RECONNAISSANCE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Le fait associatif et non lucratif est présent partout en Europe, où le terme le plus largement partagé est celui d'économie sociale. Certes, les traditions nationales sont très diverses. Mais on observe que « des lois ESS ont été votées ces dernières années en France, en Espagne qui est précurseur, au Portugal, en Belgique, au Luxembourg, détaille Antoine Détourné, délégué général d'ESS France (membre de l'organisation Social Economy Europe). Il existe une vraie convergence de reconnaissance et de définition de l'ESS que la Commission européenne ne peut pas ignorer. »

Ça bouge dans l'UE, et notamment en raison d'une forte mobilisation des territoires qui travaillent à montrer que l'ESS a toute sa place dans les programmes opérationnels, pour inventer des solutions et être le vecteur de l'innovation sociale.



« Nous avons travaillé au déploiement d'un accompagnement plus structurel sur les territoires, en remettant au goût du jour deux beaux projets de la loi 2014 : les contrats à impact et les pôles territoriaux de coopération économique. Parce qu'il y croit, l'État investit à nouveau dans ce dernier dispositif à hauteur de 2,5 millions d'euros par an. »

Olivia Grégoire, Secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable



ZOOM SUR LA MÉTROPOLE GRENOBLOISE

Grenoble a été une des premières villes en 1998 à se positionner en soutien à l'économie sociale. La métropole a pris le relais à partir de 2003, avec une certaine hésitation sur l'identité et les champs d'action de l'ESS. « On a oscillé entre l'insertion, les échanges solidaires, puis la cohésion sociale, puis la création d'activité et d'emploi, rappelle Danièle Demoustier, économiste à l'Institut d'études politiques de Grenoble et auteure de « ESS, du développement social au développement durable : l'exemple de la métropole grenobloise ». Aujourd'hui, le développement économique se fait autour de la transition écologique et de l'attractivité du territoire, avec une intégration croissante des entrepreneurs sociaux. » La métropole a mis en place un certain nombre de moyens et d'outils structurants :

DES MOYENS

- Plan local de développement de l'ESS, dont la quatrième version a été votée pour 2021-26 ;
- Intégration de l'ESS dans le projet métropolitain de 2030, soit une prise en compte dans une vision à moyen terme ;
- Création d'un service au sein de la direction du développement économique, pour un soutien direct aux acteurs et pour une dynamisation des relations transversales avec les autres services ;

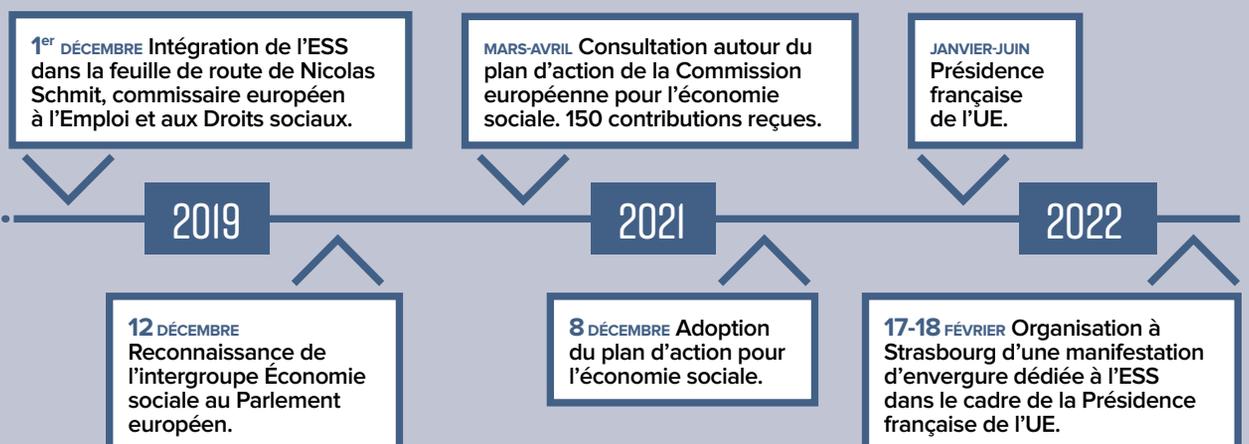
- Création d'un appel à projets permanent, avec une enveloppe budgétaire de 420 000€ par an.

DES OUTILS

- Association Alpes Solidaires, pour la visibilité et l'animation des acteurs de l'ESS ;
- Nombreuses structures d'incubation, de l'URSCOP à Ronalpia ;
- Investissement immobilier de la métropole avec la création de trois hôtels d'activité, dont ARTIS (Artisanat et Innovation Sociale) ;
- Appui au versant recherche avec la Chaire ESS de Sciences Po Grenoble ;
- En termes de gouvernance, mise en place d'un comité de pilotage réunissant 16 élu.es des 49 communes du territoire, et d'un comité des acteurs, espace d'information et d'échange.

EN 2021, LA VILLE DE BORDEAUX PREND LA PRÉSIDENTIE DU GSEF, ASSOCIATION INTERNATIONALE DE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET DE RÉSEAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉS DANS LA PROMOTION DE L'ESS. EN 2025, LE FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE SE TIENDRA À BORDEAUX !

ESS DANS L'UE : UN CALENDRIER FAVORABLE



AU CŒUR DE LA REDIRECTION ÉCOLOGIQUE



Nous connaissons les deux grands défis et menaces pour l'humanité : le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité, qui imposent de revoir sans attendre les modes de production et de consommation. Certes, la transition écologique est une question de politiques publiques. Mais au quotidien, elle avance sur le terrain grâce au foisonnement d'initiatives portées par les acteurs et actrices de l'ESS, dans tous les domaines : la protection du vivant, l'alimentation et l'agriculture soutenables, les énergies renouvelables, l'économie circulaire, l'habitat et les mobilités durables.

Selon Camille Dorival, auteure de « *La transition écologique ici et maintenant !* », la présence forte de l'ESS dans l'ensemble de ces secteurs est le fait d'un partage de valeurs, mais aussi de points communs notables : la prise en compte du temps long, la culture de l'expérimentation, et l'ancrage dans les territoires. Oui, l'économie sociale et solidaire est à la pointe de la redirection écologique, mais selon Camille Dorival cette réalité ne doit pas en faire oublier une autre : les enjeux environnementaux ne sont pas encore assez pris en compte par l'ensemble des structures de l'ESS. Certaines voient ce sujet comme une contrainte, ne mesurent pas son importance ni son lien avec la solidarité. C'est pourtant bien la question de la solidarité avec les générations futures qui est en jeu.

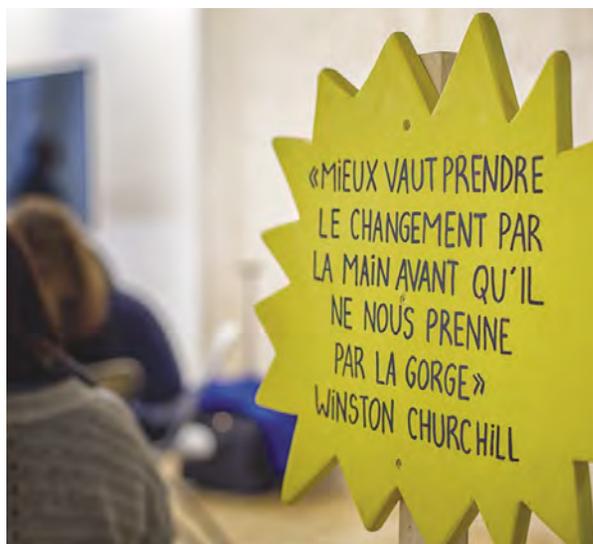




L'ENJEU PREMIER C'EST LA BIODIVERSITÉ

« Dans les enjeux environnementaux, quand la biodiversité apparaît comme un défi c'est toujours en deuxième, et comme une conséquence du changement climatique. C'est fondamentalement faux. L'enjeu premier c'est la biodiversité. Le changement climatique est à venir, même si on commence à en voir les premiers effets. La crise de la biodiversité on est dedans, nous avons déjà perdu 80 des insectes en Europe, 80 des vertébrés, 96 des mammifères à l'échelle de la planète. Or, la seule solution viable et durable à apporter au changement climatique c'est la biodiversité. La seule machine capable de capturer du gaz carbonique dans l'atmosphère c'est la photosynthèse. Donc en détruisant la nature, on détruit nos propres solutions face au changement climatique, et on l'aggrave. »

Vincent Bretagnolle, Directeur de recherche CNRS-AGRIPOP au Centre d'Études Biologiques de Chizé



ZONE ATELIER PLAINE ET VAL DE SÈVRE : UN LABORATOIRE À CIEL OUVERT

Dans les Deux-Sèvres, le Centre d'Études Biologiques-CNRS de Chizé expérimente la transformation globale d'un territoire de 500 km², 3500 habitants et 400 exploitations agricoles. Il s'agit de la Zone Atelier Plaine et Val de Sèvre. L'objectif est de comprendre par quels mécanismes il est possible de déclencher des trajectoires de transformation chez les citoyen-nés (alimentation, rapport à la nature et à la santé), mais aussi au niveau des politiques publiques et des producteurs et productrices. De nombreuses études sont menées pour la transformation agroécologique du territoire. Grâce à des centaines d'expérimentations sur tout autant de parcelles, il a été démontré par exemple qu'une exploitation agricole gagne plus d'argent avec des abeilles qu'avec de l'azote et des pesticides. Mais il existe bien des freins qui empêchent d'instaurer des changements de pratiques.

TRANSITION OU REDIRECTION ?

L'idée de transition implique un changement progressif pouvant s'appuyer sur un système déjà existant. Cette vision est-elle encore pertinente, ou devrions-nous lui préférer le terme de redirection ? Et assumer le caractère impératif de changements systémiques à la fois dans les domaines de l'économie, de la politique, de la sociologie et de l'écologie.





NUMÉRIQUE : COMMENT LIMITER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ?

« Si nous nous laissons bercer par les « amis » des Gafam, l'informatique nous permet chaque jour plus et mieux, mais tout de même à condition de racheter vite le nouveau modèle en magasin ! » rappelle Georges Khaznadar, professeur au lycée Jean Bart à Dunkerque et membre (entre autres) de l'APRIL, association pionnière dans la démocratisation et la diffusion du logiciel libre. Alors, comment lutter contre le gaspillage et l'obsolescence numérique programmée ? En faisant le choix du libre, mais aussi en prenant la mesure de l'impact écologique des outils digitaux. Le numérique consomme 10 % de l'électricité et génère près de 5 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

Dans le cycle de vie d'un smartphone ou d'un ordinateur, la part qui aura le plus d'incidence sur l'environnement n'est pas tant son utilisation quotidienne que sa fabrication (extraction des métaux rares, ressources en eau, énergie, transport...) : cette étape représente 75 % de la pollution liée au numérique.

C'est dans ce sens que la coopérative Les Ateliers du Bocage dans les Deux-Sèvres propose un service de réparation des smartphones et tablettes. Elle reconditionne également du matériel high-tech pour le revendre à des TPE/PME, associations, écoles et particuliers. La démarche est environnementale, elle est aussi sociale puisque l'entreprise est là pour favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Une fois de plus, l'économie sociale et solidaire est pionnière.

LE MONDE DE LA CULTURE S'INTERROGE AUSSI

On observe depuis plusieurs décennies une digitalisation grandissante de l'art et de la culture tant au niveau de la création que de la diffusion. Le public dit « tout numérique » est passé de 1% en 2008 à 15% en 2018 (donc avant la crise sanitaire). Parmi ce public, 75% ont entre 15 et 25 ans.

LE NUMÉRIQUE EST LE 3^E ÉMETTEUR DE CO₂ APRÈS LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS.

« Nous allons vers une société qui va vivre l'art et la culture presque à 100% numérique, souligne Sébastien Carnac, fondateur et directeur d'Aquitaine Culture, Pôle de coopération Culture et Entreprises. Cela pose des questions, sur le fait de se rassembler, de créer des communs. Pourquoi va-t-on dans une salle vivre des moments culturels avec des gens que l'on ne connaît pas ? »

En amont de la diffusion, certains artistes ne créent qu'avec le numérique. À l'Ircam, qui est l'un des plus importants instituts de recherche publique au monde sur les technologies du son et de la musique, c'est une centaine de chercheur-euses et de développeur-euses qui travaillent avec des artistes dans des labos où les machines tournent

24h/24h, avec de gigantesques bases de données de stockage. « Tout cela implique une consommation énergétique importante et petit à petit nous réfléchissons à la manière de réduire l'impact environnemental de notre activité » relate Paola Palumbo, responsable des événements Forum Ircam.

L'institut a créé en avril 2021 un comité environnemental. « Le numérique, on a tendance à dire qu'il n'en faut pas, que c'est très polluant. Certes, mais c'est aussi un outil qui peut apporter des réponses à des questions sociales » précise Diane Hervé, spécialiste du numérique responsable. En rendant la culture accessible par exemple à des personnes en situation de handicap. « On a besoin du numérique, c'est la façon dont on l'utilise qui doit être interrogée. »

« Bernard Stiegler a défini le numérique comme le Pharmakon, en reprenant les textes de Platon et de Derrida. C'est à la fois le poison et l'antidote. »

Patrick Treguer, Responsable du Lieu Multiple (Espace Mendès-France, Poitiers)

« Les acteurs et actrices de l'économie sociale et solidaire font la transition au quotidien. Et c'est le cas dans le secteur agricole et alimentaire, avec des types de production respectueux à la fois de l'environnement et des humains qui produisent, avec les circuits courts et un nombre d'intermédiaires réduit qui permet une meilleure rémunération des producteurs, avec des circuits de proximité pour limiter les transports et les émissions de gaz à effet de serre, avec l'enjeu de la réduction des emballages en plastique qui ont un impact sur les ressources et la pollution des terres et des océans. Sur tous ces enjeux-là, l'ESS a été pionnière. »



Camille Dorival, auteure de *La transition écologique ici et maintenant !*, consultante à Coopaname, ancienne journaliste et présidente-directrice générale d'Alternatives Économiques



« Ose les mobilités durables », ce sont des expériences ludiques et scientifiques pour comprendre le lien entre transport et climat, et inviter à modifier ses habitudes. L'atelier est à l'initiative d'Agremob, un programme regroupant sept structures publiques et privées (Les Petits Débrouillards, J'adopte un projet, l'agglomération de La Rochelle, l'université de La Rochelle, l'école d'ingénieurs EIGSI, la Coopérative Carbone et Carbone 4). Dans le quotidien d'un-e Français-e, le transport représente en moyenne 1/3 des gaz à effet de serre. Et parmi ces émissions, 50% sont liées à la voiture individuelle.

Partout en France et dans 60 pays à travers le monde, les animateurs et animatrices de l'association **La Fresque du Climat** proposent des ateliers adaptés à tous les âges, dans le but de « mieux comprendre pour mieux agir. » Il s'agit de construire une fresque permettant aux participant-es de mesurer les enjeux du dérèglement climatique et d'imaginer des solutions de façon collaborative. Cet outil pédagogique est composé de cartes basées essentiellement sur les rapports du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat).



La Macif s'est dotée d'un **simulateur d'éco-conduite** offrant à chacun-e la possibilité d'évaluer sa pratique, mais aussi d'adopter les bons réflexes pour moins polluer, moins consommer, et rouler en toute sécurité. Les trois grands principes pour l'éco-conduite ? Rester dans la zone verte du compte-tours (entre 1000 et 2000 tr/min), conserver suffisamment de distance pour ne pas avoir à freiner brutalement, et avoir une conduite souple et le pied léger... À la fin de la session, le simulateur indique l'économie de carburant réalisée sur l'année en adoptant les bonnes pratiques.

*Il est urgent de créer
de nouveaux imaginaires.
La communication
doit y contribuer.*



Communication utile pour idées essentielles

l'agenceRUP lagencerup.fr

**CREDIT
COOPERATIF**

UNE AUTRE BANQUE EST POSSIBLE

**S'INVESTIR ICI
POUR MIEUX
VIVRE ICI**

FINANÇONS LOCAL
PENSONS LOCAL
AGISSONS LOCAL
SOCIAL
ET SOLIDAIRE



**ENSEMBLE, NOUS AVONS CE POUVOIR
LE POUVOIR DU NOUS
RDV DANS VOTRE AGENCE**

Credit Coopératif - Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable - RCS Nanterre 349 974 931 01213 - AFE 6419 Z
N° ORIAS 07 005 463 - 12, boulevard Pesaro - CS 10002 - 92024 Nanterre cedex - Illustration : Antus - LaSulte - andCo

GRUPE BPCE

Plus d'informations sur
lepouvoirdenousengager.fr

**Pour chacun,
pour tous,
pour la vie**



Groupe VYV, Union Mutualiste du Groupe, assemblée auxiliaire
du Code de la mutualité n° 532 633 832, n° LE 6590260811414162.
DirCom Groupe VYV - @Ganyimages - 01 722

www.groupe-vyv.fr

GRUPE
vyv Entrepreneur du
mieux-vivre



**ÊTRE ASSUREUR MILITANT
AUJOURD'HUI, C'EST :**

Choisir des **placements responsables**, proposer une épargne solidaire pour favoriser **l'emploi**, **l'insertion** et **l'accès à l'éducation**, payer nos impôts en France, promouvoir **l'économie du partage**, être exemplaire sur les questions de mixité, de **diversité** et d'égalité dans l'entreprise, mettre **l'humain au cœur** de toutes nos actions et de tous nos choix.

#ChaqueActeCompte
www.chaqueactecompte.fr

MAIF
assureur militant

MAIF - société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Entreprise régie par le Code des assurances.

VERS UN HABITAT SOLIDAIRE & DURABLE



Face aux fluctuations des prix de l'immobilier et la remise en question du modèle classique de la propriété individuelle, un véritable mouvement se dessine en faveur de l'habitat dit « partagé » ou « participatif ». Plus économique, plus écologique, plus convivial, il peut aussi être plus inclusif. Aujourd'hui, il adopte des formes bien différentes. De l'habitat intergénérationnel à l'écolieu en passant par les coopératives d'habitant-es, l'idée est toujours la même : transformer l'habitat en espace où faire vivre des valeurs et une vision commune du monde.



UNE TROISIÈME VOIE AU LOGEMENT

L'association Atcoop en Nouvelle-Aquitaine est membre d'Habicoop, le réseau national des coopératives d'habitants. Cette fédération a pour but de faciliter l'accès à la propriété collective. Comment ? En proposant un modèle d'acquisition de biens immobiliers mutualisés, déconnecté des aléas du marché, avec un système de redevance adaptée aux ressources des personnes. Interview d'Alia El Gaied, accompagnatrice à Atcoop.

Quelles sont les missions et les valeurs d'Atcoop ?

Atcoop assure la promotion et l'accompagnement des coopératives d'habitant-es en Nouvelle-Aquitaine. Ce modèle induit une forme de propriété assez particulière, où l'on est ni locataire, ni propriétaire – ou bien un peu des deux à la fois. C'est un projet collectif où l'on mutualise l'espace et l'équipement en favorisant l'émergence de solidarités au quotidien. En comparaison à d'autres types d'habitats partagés ou participatifs, la coopérative d'habitant-es apporte une réponse beaucoup plus poussée aux difficultés d'accès au logement : la propriété collective déconnectée du marché.

En quoi la coopérative d'habitant-es est-elle déconnectée du marché ?

La coopérative d'habitant-es est, avec le locatif social, la seule structure en France à permettre que la fluctuation du marché immobilier n'interfère pas dans la valeur du bien. Les parts de la société que chaque membre de la coopérative possède ne sont pas indexées sur le marché, c'est toujours le prix initial du logement qui est pris en compte, contrairement, par exemple, à une SCI. Cette différence de rapport au marché immobilier est structurante, c'est une autre relation à la propriété. Dans une coopérative, par exemple, on ne peut pas léguer son logement à ses enfants ou à un tiers. On n'intègre donc pas une coopérative pour une raison patrimoniale, cela évacue toute volonté de lucrativité ou de transmission.

Observez-vous des profils types de personnes engagées dans cette démarche ?

Il n'y a pas vraiment de profil type, cela dépend surtout des zones : ce ne sont pas les mêmes personnes qui se dirigent vers des projets de coopératives en milieu rural et en ville. Il y a des jeunes, des moins jeunes, avec tout de même une représentation importante de femmes ou de personnes âgées seules, ne bénéficiant que de faibles revenus ou retraites. La constante, parmi la variété de profils, c'est en tous les cas un sentiment de lassitude vis-à-vis de l'approche du logement dans notre société : le système marchand, les notions de patrimoine, de propriété individuelle, de lucrativité, mais aussi l'envolée des prix qui rend de plus en plus complexe le fait de se loger de façon décente dans les grandes villes. À noter que par sa forme particulière, la coopérative permet d'unir à la fois des personnes qui ont de l'argent, et d'autres qui n'en ont pas du tout.

L'HABITAT PARTAGÉ POUR BIEN VIEILLIR

L'HAPA, le réseau des porteurs et porteuses de projets d'habitats partagés et accompagnés, propose des logements médicalisés adaptés aux seniors ou aux personnes porteuses de handicap. Ils et elles disposent ainsi d'un véritable « chez soi », à la fois convivial et mutualisé. Dans le même esprit, la plateforme SILVERSatHome permet aux personnes âgées et aux aidant-es de trouver des logements adaptés ou adaptables, ainsi que de bénéficier d'un accompagnement personnalisé. L'habitat intergénérationnel évite également l'isolement des personnes vulnérables en réunissant sous un même toit des profils divers, étudiant-es, familles et personnes âgées. Sur le territoire nantais, HACOOPA fait partie des coopératives qui créent des maisons partagées à taille humaine pour favoriser le bien vieillir.



« LE COLLECTIF EST LE MOYEN, VOIRE LA CONDITJON, POUR ADOPTER UN MODE DE VIE ECOLOGIQUE »



On compte un millier d'écolieux en France, de formes très diverses, réunissant des personnes qui ont fait le choix de vivre - et travailler - ensemble. Selon Gabrielle Paoli, directrice adjointe de la Coopérative Oasis, « le collectif est le moyen,

voire la condition, pour adopter un mode de vie écologique ». À plusieurs, il devient possible d'accéder à des propriétés plus grandes, de replanter des arbres, des haies, de prendre ainsi soin du vivant et d'un territoire. La mutualisation des équipements (voiture, machine à laver...) va permettre d'émettre moins de carbone et d'envisager des

modes de vie plus sobres. Carbone 4 a d'ailleurs réalisé une étude qui a montré qu'un-e habitant-e d'écolieu émet deux fois moins de CO₂ que la moyenne française. Lorsqu'un espace de vie et de travail partagé développe des pratiques agricoles, on met en commun des savoir-faire, des énergies, des outils, ce qui rend l'agriculture biologique viable.

APPUYER LE FINANCEMENT DES ÉCOLIEUX

« Le GIEC dit qu'il va falloir massivement réinventer nos modes de vie, partout sur la planète. C'est ce qui se passe dans les écolieux, mais c'est dur car le cadre légal n'est pas adapté et les banques ne financent rien », souligne Gabrielle Paoli. La Coopérative Oasis s'est justement développée dans l'ESS en SCIC, Société Coopérative d'Intérêt Collectif, pour les aider à se financer. « Ce modèle nous permet de monter des collèges qui incluent les Oasis, les élu-es, les partenaires, et les citoyen-nes qui peuvent placer leur argent chez nous. On va le prêter à taux zéro aux collectifs qui n'ont pas accès aux prêts bancaires. Nous avons levé 3,5 millions d'euros depuis 2018, prêtés à une vingtaine de projets. Il nous faut continuer à grandir. »

3 EXEMPLES D'OASIS LE MOULINAGE DE CHIROLS (ARDÈCHE)

Il regroupe des activités artistiques, artisanales, et de l'habitat participatif dans une ancienne usine de 300 m².

LA RESSOURCERIE DU PONT (GARD)

C'est un lieu de vie collectif et d'activité économique autour de l'économie circulaire et de la réduction des déchets.

LA FERME LÉGÈRE (BÉARN)

Tourné vers l'autonomie alimentaire et l'autonomie énergétique, cet écolieu créé dans une ancienne ferme a fait le choix d'un mode de vie des plus sobres.

AÉSIO MUTUELLE DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX



Plus que jamais, nos équipes continuent de se mobiliser pour vous, afin de tisser un lien toujours plus solide.



Santé • Prévoyance • Épargne • Retraite • Auto • Habitation

AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS. Crédit photo Alexis Raimbault. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-005-162

aesio.fr





SENSIBILISER À L'ESS, À TOUS LES ÂGES



Apprendre en faisant, c'est le point commun des différents dispositifs proposés de l'école à l'université, pour montrer qu'il existe d'autres modèles que celui des entreprises conventionnelles lucratives. Selon une étude d'impact menée par l'ESPER (l'Économie Sociale Partenaire de l'École de la République), 83% des élèves de la cinquième à la terminale affirmaient ne pas connaître l'économie sociale et solidaire en 2019 ; ils n'étaient plus que 53% en 2020. Cette étude s'appuie sur l'évaluation du dispositif Mon ESS à l'école que l'ESPER propose depuis 2016. Le principe : les élèves, avec leurs enseignant-es, créent une association, une coopérative ou une mutuelle pour porter une action entrepreneuriale collective et d'utilité sociale. En cinq ans, 375 projets ont été mis en place.

PLUS DE COOPÉRATION ET DE SOLIDARITÉ

En début de projet, 40% des élèves estiment qu'il est normal d'aider les autres, ils sont 83% en fin de projet. Le développement de compétences psychosociales facilitant le travail collectif est souligné aussi bien par les jeunes que par les équipes éducatives. Intégrer l'ESS à l'école génère ainsi, indirectement, un meilleur climat scolaire entre les élèves et avec les enseignant-es. Selon Caroline Ferguson, déléguée nationale ESPER, « un des enseignements principaux de cette étude, c'est que les jeunes ont envie de s'engager. Il faut pouvoir leur donner cette possibilité, les accueillir dans nos structures, leur faire découvrir nos métiers et leur expliquer en quoi ils sont différents. » Un constat partagé par Lisa Serero, chargée des activités éducatives à la fédération Artisans du Monde, qui ajoute :

« On a besoin d'une meilleure connaissance de la part des enseignant-es de ce qu'est l'ESS et de l'intérêt qu'ils et elles peuvent trouver à le pratiquer dans leurs classes. On aurait besoin qu'à terme les pouvoirs publics et ministères s'emparent de ce sujet et le mettent sur le devant de la scène. »

UNE RICHESSE POUR LES TERRITOIRES

En dehors de l'école, il existe également des dispositifs de sensibilisation des jeunes à l'ESS, comme les Coopératives Jeunesse de Service (CJS) pour les 16-18 ans, et les Coopé-



ratives Jeunes Majeurs (CJM) pour les 18-30 ans. Dans les deux cas il s'agit, pour un groupe, de monter et faire vivre une entreprise locale portant les valeurs de l'économie sociale et solidaire. Les CJS et les CJM sont l'occasion d'acquérir des compétences douces (autonomie, sens des responsabilités, confiance en soi) et professionnelles (gestion, comptabilité, finance). « Ces projets sont de véritables réponses à la jeunesse, un moyen de vraiment découvrir ses besoins, et surtout, de la rendre actrice de son territoire » selon Élodie Perroteau, coordinatrice de la Fabrique Coopérative. La création d'une coopérative implique à chaque fois la mise en place d'un comité rassemblant des acteurs locaux représentatifs : collectivités, structures d'insertion, structures jeunesse, entreprises etc. « Cela favorise donc l'intelligence collective, la coopération et la création de lien et de mixité sociale. » Jeunes et territoires, tout le monde y gagne.

FORMER LES FONCTIONNAIRES TERRITORIALES-AUX

Le Forum national de l'ESS et de l'innovation sociale était inscrit dans l'offre de formation du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT). Un « parcours collectivités » a été spécifiquement conçu pour les fonctionnaires territoriales-aux.

« Nous travaillons beaucoup sur cette dimension, car nous nous rendons compte que l'ESS est encore mal connue auprès des services et des élu-es » explique Anne-Laure Federici, déléguée générale du RTES.



QUAND UNE COOPÉRATIVE JEUNESSE GÈRE UN RESTO

À Tarnos, le Métroloco est un restaurant de plage qui propose une cuisine à base de produits frais et locaux, mais qui a surtout la particularité d'être géré par des coopérant-es de 17 à 25 ans. Cette initiative, née en 2019, est portée par la SCIC Interstices et développée par un collectif d'acteurs et d'actrices du territoire : l'association Habitat Jeunes Sud Aquitaine, le restaurant solidaire Eole et le Comité de Bassin d'Emploi de Seignanx qui anime le Pôle Territorial de Coopération Économique Sud Aquitaine.

Panique à la TransiSchool ! est un outil pédagogique pour sensibiliser les jeunes de 11 à 15 ans. Dans ce jeu d'enquête par équipe, les joueurs et joueuses doivent traquer les cinq intrus venus perturber le fonctionnement de cette école qui relève les grands défis d'aujourd'hui : on y mange bio, local, équitable et de saison, on lutte contre le gaspillage, on réduit les déchets, on économise l'énergie, on est solidaires, on consomme responsable... De la cantine au vestiaire en passant par le jardin, les équipes vont découvrir l'étendue des dégâts, identifier les coupables, pour au final faire le lien avec la réalité et trouver des actions à mettre en place dans leur quotidien.

K'Ess Essa est un jeu qui s'adresse à tous et toutes à partir de la troisième. Chaque participant-e y exerce une fonction au sein d'une structure économique qui fabrique et commercialise des sacs en papier : une multinationale, une entreprise familiale, une association d'insertion et une coopérative de production. Chacune doit atteindre des objectifs financiers et sociaux fixés dans sa fiche de présentation, et adapter sa stratégie aux événements qui ponctuent le jeu, comme la délocalisation de la multinationale ou l'obtention d'une subvention pour l'association d'insertion. Une manière ludique de questionner la raison d'être de chaque entreprise, ses impacts environnementaux, sociaux et économiques, et les modes de prise de décision mis en œuvre.



Bingo humain, photo-métaphores, world-café... autant d'ateliers ludiques pour s'interroger collectivement et individuellement sur **les métiers de demain**. Cette activité a été co-élaborée par e-graine et Pi-Vers. Pour le world-café, ou café-découverte, on installe quatre tables sur lesquelles quatre groupes passent en alternance, et notent les mots qu'évoquent pour eux les thématiques proposées (équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle ; organisation et gouvernance ; sens du travail ou encore valeurs et engagements). L'objectif de cet atelier est de se préparer à rebondir, à s'adapter, à construire et à redonner du sens à son travail.



LIBERTÉ
ÉGALITÉ
Solidarité



LA RÉPUBLIQUE DE L'ESS, UN PROJET POLITIQUE



ESS France a lancé « La République de l'ESS » en décembre 2020, avec la volonté de créer une dynamique collective pour la construction d'un projet politique, porteur d'une vision du monde commune. Ce projet a donné lieu en décembre 2021 à la publication de la déclaration d'engagement « *Pour une République sociale et solidaire : nos raisons d'agir* ».

PRÉAMBULE DE LA DÉCLARATION D'ENGAGEMENT (EXTRAIT) :

« La raison d'agir de l'économie sociale et solidaire est d'orienter le progrès, dans toutes ses dimensions, à la fois sociale, économique, démocratique, citoyenne et écologique. L'ESS s'efforce d'organiser les mutations des modes de production et de consommation imposées par l'urgence écologique et sociale en développant le pouvoir d'agir par l'engagement et le pouvoir de vivre du plus grand nombre. Elle se fonde sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la responsabilité, la démocratie et la raison. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie, qui démontre par la preuve que la prospérité peut être inclusive et atteinte en respectant les limites planétaires avec l'implication de toutes et tous. »

Pour une République sociale et solidaire: nos raisons d'agir

Nous, femmes et hommes membres sociétaires, associés, salariés, dirigeants, entrepreneurs, bénévoles et militants de l'économie sociale et solidaire, reconnus par la loi du 31 juillet 2014, affirmons les principes d'action suivants, que nous nous engageons à respecter et à mettre en œuvre, pour construire, développer, et incarner une économie responsable et soutenable :

ARTICLE 1

Nous privilégions la propriété ou la dimension collective des biens construits et mis en commun et leur préservation pour le long terme. Nos organisations à but non lucratif ou appliquant des principes de lucrativité limitée assurent la production de biens et de services d'utilité sociale dans un but autre que le profit, avec un juste partage de la valeur, la constitution de réserves impartageables, ainsi qu'une gouvernance démocratique, inclusive et participative, ouverte à toutes les parties prenantes.

ARTICLE 2

Nous recherchons et affirmons des finalités d'intérêt collectif ou général, une valeur sociale dont les effets sont mesurables sur l'ensemble des parties prenantes, dans les activités de solidarité, d'éducation, de production, de consommation, de distribution, de services ou de financement.

ARTICLE 3

Par nos initiatives économiques, éducatives, culturelles et participatives, nous soutenons l'émancipation individuelle et collective des personnes, l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

ARTICLE 4

Nous faisons le choix du bien-être soutenable et de la dignité humaine, en faisant de la solidarité, de l'engagement social, de la transition écologique et de la démocratie, des composantes essentielles du développement équilibré des entreprises et de leur management. En tant qu'employeurs responsables et engagés nous nous mobilisons notamment au travail.

ARTICLE 5

Nous œuvrons à la transition des modèles et expérimentons des solutions innovantes et performantes sur les territoires pour inventer l'économie de demain, en privilégiant la recherche intentionnelle d'impact de nos activités.

ARTICLE 6

Nous privilégions l'intercoopération au sein de l'ESS mais nous recherchons aussi toute forme d'alliances avec les entreprises, les organismes de recherche, les organisations sociales, les collectivités territoriales, l'État et l'Union européenne pour gouverner et réguler l'économie. Pour ce faire, nous veillons à la reconnaissance de nos modèles à leur juste place.

ARTICLE 7

Nous portons au sein d'organisations et coalitions internationales une vision du monde promouvant la paix, les droits sociaux, humains et culturels, le juste échange et l'action pour le climat et la biodiversité.

Ces principes guident notre action et nous donnent la responsabilité de prendre une plus grande place dans la construction du monde qui vient. Nous nous engageons à faire vivre cette ambition de l'ESS pour la République :

- En accueillant toutes celles et ceux qui veulent la renouveler et la construire avec nous,
- En exerçant sans cesse la volonté de trouver ce qu'elle porte de plus prometteur et de le partager avec le plus grand nombre,
- En transmettant fidèlement son esprit, ses conquêtes et son idéal.

Déclaration adoptée en « Congrès de l'ESS » sous l'égide d'ESS France, le 10 décembre 2021



RÉANIMER L'IDÉAL D'UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE ET SOLIDAIRE

INTERVIEW DE PAULINE RAUFASTE, CHEFFE DE PROJET RÉPUBLIQUE DE L'ESS À ESS FRANCE

Qu'est-ce qui a motivé le lancement de La République de l'ESS ?

L'idée était de définir le projet politique – non au sens partisan du terme mais au sens de projet de société et de vision transformatrice – qui unit les acteurs de l'ESS, par-delà leurs familles et leurs différences. Parce que si l'ESS veut prendre davantage de place dans la société, ou a minima influencer la norme de l'économie de demain, elle a besoin de définir ce projet politique. Cela lui permettra de trouver son espace dans le débat public, de susciter davantage d'adhésions, et d'influencer la société qui l'entoure. En prenant du recul, on se rend compte que le projet ESS a toujours influencé le projet de République qui est, de fait, inachevé : la promesse de liberté, d'égalité et de fraternité n'est pas allée jusqu'au bout. Pourtant, depuis de nombreuses décennies, l'ESS trace un chemin vers ces trajectoires de valeurs. On formalise donc aujourd'hui cette vision du monde commune.

Cette vision commune prend la forme d'une déclaration d'engagement, rendue publique le 10 décembre.

Quel processus vous a permis d'aboutir à ce texte ?

Nous avons créé une plateforme collaborative permettant aux femmes et aux hommes qui s'investissent dans l'ESS au quotidien, de formuler des propositions. Les réseaux et structures nous ont aussi envoyé leurs contributions



écrites. Nous voulions en fait avoir cette double entrée : des apports des citoyens et citoyennes d'une part, et d'autre part un espace réservé aux collectifs. Au total, ce sont plus d'une centaine de propositions qui ont nourri notre réflexion pour l'écriture du texte. Elles abordaient de très nombreux sujets et la déclaration se veut le reflet de cette diversité.

Au vu du calendrier, l'objectif est-il aussi de présenter cette déclaration aux candidats à l'élection présidentielle ?

Nous souhaitons que ce texte ait un caractère intemporel qui permette sur le long terme de renforcer l'ESS. Mais bien évidemment, il va aussi être un support pour notre interpellation des candidats à la présidentielle, ou du moins il va nourrir la manière dont on va s'adresser à eux. Nous allons prendre contact avec les équipes de campagne, leur proposer de visiter des structures et d'échanger sur les propositions d'ESS France pour le prochain quinquennat.

S'IL FALLAIT FAIRE DE L'ESS UNE ACTRICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, QUELLES PROPOSITIONS AIMERIEZ-VOUS SOUMETTRE AUX CANDIDAT·ES AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ?

C'est la question que 50 étudiant·es en Master ESSIS de Sciences Po Bordeaux, avec l'appui de l'IFAID (Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement) et de l'Université de Limoges, ont posé aux participant·es et invité·es du Forum.

Une synthèse a été réalisée pour aboutir à une quinzaine de propositions. Cette mission a soulevé de nombreuses interrogations chez les étudiant·es, et donné lieu à un rapport d'étonnement articulé autour de ces questions : Pourquoi l'ESS est-elle si méconnue et incomprise ? 100 milliards d'euros sont investis dans la relance mais seulement 1,3 milliard fléché vers l'ESS, comment ça se fait ? Quels sont les verrous, et pourquoi y en a-t-il tant, pour faire de l'ESS la norme de l'économie de demain ? Pourquoi est-ce qu'on renvoie toujours l'ESS à une forme de correction des problèmes, plutôt qu'à une proposition de transformation de notre société et de notre appareil de production ? « *Dernier élément d'étonnement, les étudiants ont appris une chose, c'est que l'ESS n'est pas un secteur d'activité, relaye Marthe Corpet, responsable d'animation publique et coordinatrice de réseau chez ESS France. C'est elle qui encadrerait la mission. L'ESS c'est une forme d'économie, une forme d'entreprendre, qui peut concerner tous les biens et les services produits quel que soit le secteur. À se méprendre sur le terme, on perd la vocation majeure de l'ESS qui est de chercher à transformer l'économie dans son ensemble.* »



**LA COOPÉRATIVE UP :
DÉMOCRATIE,
TRANSPARENCE
ET ENGAGEMENT.**



Plus équitable et plus durable, le développement de Up, la coopérative, concilie naturellement, depuis 1964, les dimensions économique, sociale et environnementale. **Les solutions Up améliorent le pouvoir d'achat et la qualité de vie des salariés et des citoyens.**

- Alimentation saine pour tous
- Consommation responsable
- Équilibre de vie
- Accès à la culture
- Cohésion sociale

Plus d'informations sur up.coop



L'Économie Sociale et Solidaire, il y a ceux qui en parlent...

ESS
ESS
ESS
ESS
ESS
ESS
ESS



et ceux qui la font.

RC2C est depuis 2015 une SCOP, société coopérative et participative. Elle partage les grandes décisions et les bénéfices entre ses salariés, élit ses dirigeants et travaille essentiellement en faveur de l'intérêt public. **RC2C est l'agence et le partenaire du Forum National de l'ESS.**



AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION LA ROCHELLE & NANTES RC2C.FR

**VOUS PENSEZ
QU'UNE MUTUELLE DOIT ÊTRE
PROCHE, SOLIDAIRE, DE QUALITÉ,
NOUS AUSSI**



LA PREUVE :

LA MNT EST LA 1^{RE} MUTUELLE DES AGENTS DES SERVICES PUBLICS LOCAUX, EN SANTÉ ET EN PRÉVOYANCE, AVEC 1.1 MILLION DE PERSONNES PROTÉGÉES.

Notre engagement ? Garantir à tous les agents territoriaux, et à leurs proches, un accès à des soins de qualité et une meilleure santé au travail.



Pour en savoir plus, rendez-vous sur mnt.fr

ÊTRE UTILE EST UN BEAU MÉTIER



Mutuelle Nationale Territoriale, 4 rue d'Athènes - 75009 Paris. Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro SIREN 775 678 584. TheLINKS.fr - Janvier 2022 - Crédit photo : Gregory Voivenet - Photographies retouchées - Document à caractère publicitaire - Imprimé en France.



Construire ensemble les territoires de demain

#AFondLesTerritoires

La Banque des Territoires apporte des solutions de financement et d'accompagnement sur mesure à tous ses clients : collectivités locales, entreprises publiques locales, organismes de logement social et professions juridiques. Contactez-nous.

L'intérêt général a choisi sa banque

banquedesterritoires.fr

@BanqueDesTerr

LA CITOYENNETÉ ECONOMIQUE EN ACTION



Les citoyennes et les citoyens sont un maillon essentiel de la transformation de l'économie. En contribuant par exemple à l'émergence de projets qui ont du sens via le financement participatif ou l'épargne solidaire, en privilégiant le modèle coopératif pour la consommation de biens quotidiens, ou en faisant le choix d'utiliser une monnaie locale complémentaire. Consommer, c'est faire plus que jamais un choix de société, commune du monde.



MONNAIES LOCALES, UN LEVIER POUR LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

Il existe en France 82 monnaies locales complémentaires (MLC), circulant à l'échelle de villes ou de départements. Ces monnaies sont portées par l'économie sociale et solidaire via des associations regroupant toutes les parties prenantes d'un territoire : habitant-es, commerces, entreprises, associations, collectivités. Ensemble, elles se saisissent de cet outil pour renforcer l'économie locale et le mettre au service de la transition écologique et solidaire.

UNE ÉTUDE DE MESURE D'IMPACT

Pendant un an et demi, le Mouvement Sol, qui fédère 40 monnaies locales, a mené une enquête visant à évaluer l'utilité sociale de ces monnaies. Conclusion de cette étude : les MLC sont un outil transversal et vertueux dans cinq grands domaines. Elles créent **un nouvel espace de citoyenneté**, par l'ouverture de discussions sur les enjeux d'un territoire. Elles génèrent **de nouvelles dynamiques de solidarité** (25% des professionnel·les et associations adhérent·es d'une monnaie locale ont déjà rendu un service à un·e autre professionnel·le du réseau). Elles limitent **l'impact écologique** : 23% des professionnel·les ont recours à plus de partenaires commerciaux à moins de 150 km depuis qu'ils sont adhérent·es. Ils et elles sont 84% à avoir adapté leurs méthodes de travail pour réduire leur impact



« En dépensant une MLC sur un territoire, vous soutenez l'économie locale puisque vous êtes assuré·e que le commerce qui reçoit cette monnaie sera lui-même invité à la redépenser au sein du tissu économique de proximité, et ainsi de suite, dans une boucle vertueuse. »

*Charles Lesage, délégué général
du Mouvement Sol*

environnemental. Les MLC ont aussi des effets sur **le volet économique** : 22% des adhérent·es ont mesuré une augmentation de leur chiffre d'affaires. 30% des professionnel·les ont déjà choisi un·e partenaire commercial·e justement car il ou elle utilisait la monnaie locale. Elles amplifient enfin **les dynamiques territoriales** en mettant en lien une grande diversité d'acteurs et d'actrices. 80% ont découvert de nouveaux aspects de leur territoire (lieux, artisan·es, monuments etc.) grâce à la monnaie locale.

« EN CHANGEANT NOS MODES DE CONSOMMATION, NOUS CHANGEONS LE MONDE »

Par opposition aux « licornes », ces startups à la croissance fulgurante valorisées à plus d'un milliard d'euros, neuf sociétés coopératives d'intérêt collectif ont fondé en 2021 les Licoornes. Leur objectif commun : donner aux citoyen·nes le pouvoir de transformer radicalement l'économie en les invitant à construire un autre modèle. Créer une entité qui les rassemble est aujourd'hui un moyen de mutualiser leurs forces, de gagner en visibilité, et de montrer aux consommateurs et consommatrices que dans tous les champs de la vie quotidienne, et même les marchés de masse comme l'énergie, la téléphonie, la banque ou les transports, il existe des alternatives dans le monde de l'ESS.



 <p>Plateforme opensource de vente et d'achat en circuit court de produits locaux, artisanaux, biologiques, éthiques</p>	 <p>Coopérative bancaire éthique finançant uniquement des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle</p>
<p>Fournisseur militant d'appareils électroniques éco-conçus et de services pour lutter contre l'obsolescence programmée</p> 	 <p>Plateforme de covoiturage nationale, pour toutes et tous, sans commission et en logiciel libre</p>
<p>Réseau d'autopartage avec la mise à disposition de plus de 100 véhicules dans 150 villes.</p> 	 <p>Pionnier du ferroviaire citoyen. Lancement du premier service de fret fin 2021 et de la première ligne de voyageurs en 2022</p>
 <p>1^{er} site de e-commerce exclusivement alimenté par les acteurs du mouvement Emmaüs et ses partenaires de l'ESS</p>	

TeleCòop

TeleCoop est le premier opérateur télécom coopératif engagé dans la transition écologique et solidaire, pour une réappropriation des usages numériques par toutes et tous.

TeleCoop est parti d'une question simple : « À quoi ressemblerait un opérateur télécom qui ne pousserait pas à renouveler son téléphone tous les 12 ou 24 mois ? Qui donnerait de la valeur à la donnée consommée, plutôt que de proposer des forfaits à 50, 100, 200 Go, complètement déconnectés de la ressource numérique ? » rappelle Pierre Paquot, co-fondateur et président de l'entreprise. Aujourd'hui, il ne viendrait à personne l'idée de laisser le robinet d'eau couler. La ressource numérique, c'est pareil. » Dans cette SCIC, on s'attache à considérer qu'il s'agit d'une ressource partagée, un commun qui doit être à disposition de toutes et tous puisqu'il est désormais essentiel à la vie quotidienne. TeleCoop, c'est un cap sur la sobriété. C'est aussi le choix de créer de la valeur en France : « Tous les capitaux sont des capitaux français. C'est un socle solide, dans un secteur où il y a énormément de mécaniques de fusions, d'acquisitions, d'achats. L'avantage de la SCIC, c'est que sa forme ne permet pas tout type de rachat : un gros capital étranger ne peut pas arriver et acheter TeleCoop, puisque l'entreprise appartient à tous ses sociétaires. » Elle en compte aujourd'hui 500. L'idée de co-construction inhérente aux coopératives est centrale pour la structure. Cela offre la possibilité aux abonné·es, utilisateurs et utilisatrices, particuliers comme entreprises, d'exprimer leur opinion sur ce que la SCIC doit être, quels services et pratiques commerciales elle doit proposer.



Enercoop est un réseau de 11 coopératives régionales d'électricité verte, locale et citoyenne.

« Nous apportons une réponse à la croisée des services publics et des services privés, et nous proposons en tant que SCIC un service d'intérêt collectif. Nos statuts sont de véritables garde-fous face aux dérives capitalistiques auxquelles on peut assister aujourd'hui, notamment dans le secteur de l'énergie. Ils posent l'idée de lucrativité limitée. Nous réinvestissons plus de la moitié de nos bénéfices dans de nouveaux projets de production et dans le développement de la vie coopérative. Chez Enercoop, les salarié·es, les producteurs et productrices, les collectivités, nos partenaires, peuvent entrer au capital et participer à la vie de nos structures. »

Mathilde Plaineau, chargée de communication et de vie coopérative d'Enercoop Nouvelle-Aquitaine

CIRENA : pour une réappropriation locale et citoyenne de l'énergie

En Nouvelle-Aquitaine, une trentaine de projets citoyens de production d'énergies renouvelables adhérant à la charte nationale d'Énergie Partagée sont en cours de développement. On parle de projets citoyens car ils sont portés et financés par des collectifs d'habitant·es et/ou des collectivités qui investissent dans des moyens de production (majoritairement photovoltaïques) et qui créent une structure juridique pour rassembler leurs membres (généralement des coopératives). Ces collectifs sont accompagnés par CIRENA (Citoyens en réseau pour des énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine). Cette association a été impulsée dès 2014 par Enercoop Aquitaine, devenu « Nouvelle-Aquitaine » en 2020. L'énergie produite par les collectifs citoyens représente aujourd'hui 10% du mix énergétique fourni par la SCIC.



CHATONS, L'AMAP DU SERVICE EN LIGNE

« Aujourd'hui les données numériques et les données personnelles ont quasiment plus de valeur que le pétrole », rappelle à peine ironiquement Maroïn Al Dandachi, accompagnateur chez IndieHosters et bénévole chez CHATONS. Derrière cet acronyme il faut lire : Collectif d'Hébergeurs Alternatifs, Transparents, Ouverts, Neutres et Solidaires. Il a été initié par Framasoft en 2016 et rassemble une centaine de structures proposant des services en ligne (stockage, mail, visio, pad...) libres, éthiques, décentralisés. Autant d'alternatives aux Gafam. Le collectif se compare à un réseau d'AMAP, ces associations pour le maintien d'une agriculture paysanne : « Là où Google, Facebook, Microsoft représenteraient l'industrie agro-alimentaire, les membres de CHATONS seraient des « paysans informatiques » proposant des services en ligne « bio » : sans OGM (= sans logiciels privés ne garantissant pas vos libertés), sans pesticide (= sans baser leurs revenus sur la vente de vos données personnelles), sans marketing agressif (= sans



régie publicitaire pistant vos comportements), sans une course au pouvoir d'achat, qui en réalité porte tort aux petits agriculteurs (= prix équitables entre les chatons et leurs bénéficiaires). » Ces hébergeurs alternatifs sont là pour accompagner les usagers dans une démarche de souveraineté numérique.

La
Bio
— nous —
rassemble

Depuis **35 ans** la Bio selon Biocoop c'est :

Un réseau coopératif unique :

- Magasins, producteurs, salariés, consommateurs décident ensemble de son avenir et de ses orientations

Des valeurs et engagements pour une bio paysanne et de qualité :

- Non aux OGM
- Priorité au local et au commerce équitable
- Respect de la saisonnalité
- Démarche zéro déchet
- Non au transport par avion...



Ensemble, devenons acteur du changement !



DES MÉDIAS POUR VIVRE & RACONTER L'ESS



MÉDIAS DE SOLUTIONS : INFORMER, INSPIRER

Il existe des médias qui ont placé la transition écologique et sociale au cœur de leur ligne éditoriale. À l'échelle nationale, il y a par exemple Kaizen, Sans transition ! et le collectif Antidotes. Plus localement, on trouve Vivant dans le nord de la Nouvelle-Aquitaine, le magazine Les Autres Possibles à Nantes, mais aussi Demain Vendée. Tous sont ce qu'on appelle des médias de solutions, qui ont la spécificité d'aller plus loin que la seule analyse des défis complexes de notre siècle. Ils présentent des réponses apportées à petite comme à grande échelle.

« C'est bien d'être lu, c'est mieux si on crée du changement. »

Julien Dezecot directeur de la publication de Sans transition !

Il est question d'informer bien sûr, de façon libre et indépendante. Mais en donnant à connaître des initiatives concrètes mises en œuvre pour répondre aux problématiques actuelles, l'intention de ces médias est aussi d'inspirer et de donner envie d'agir pour un monde plus durable. Cette approche interroge Hélène Bannier, coordinatrice de la rédaction de Vivant : « Au-delà de la



posture d'observateur, propre au métier de journaliste, les médias de solutions sont-ils eux-mêmes des acteurs de la transition écologique et solidaire ? » Tous les responsables de rédaction remarquent un impact de leurs publications sur les modes de vie ou le regard sur le monde des citoyens et des citoyennes. « Mais ce n'est pas suffisant, souligne Pascal Greboval, rédacteur en chef de Kaizen. Et le public intéressé par ces thématiques n'a pas bougé depuis 20 ans. » La difficulté est de réussir à toucher un nouveau lectorat et dépasser le cercle des convaincus.

UNE COHÉRENCE ENTRE LES MOTS ET LES PRATIQUES

L'autre particularité de ces médias, c'est de veiller à faire exister au sein de leurs structures (souvent des SCOP ou associations) les valeurs défendues par leur ligne éditoriale. Au magazine Les Autres Possibles, cela se traduit entre autres par « un principe d'égalité salariale, qui fait que tout le monde est payé de la même manière, quel que soit son poste ou son ancienneté » explique Marie Le Douaran, chargée de développement. Vivant et Demain Vendée ont pour leur part une autre spécificité : ils intègrent des bénévoles dans leurs équipes de rédaction, « pour une réappropriation citoyenne de l'information » comme le précise Frédéric David, fondateur du magazine vendéen.



LA FÉDÉRATION NATIONALE DE L'AUDIOVISUEL PARTICIPATIF

Elle regroupe 30 associations de production et télévisions associatives, réunies autour de mêmes valeurs et intentions : valoriser les dynamiques locales, favoriser l'expression citoyenne, développer du lien social, encourager l'éducation aux médias et aux outils numériques.

ACCOMPAGNER L'INNOVATION SOCIALE



QUAND L'INCUBATEUR COCOSHAKER ÉVALUE SON PROPRE IMPACT SOCIAL

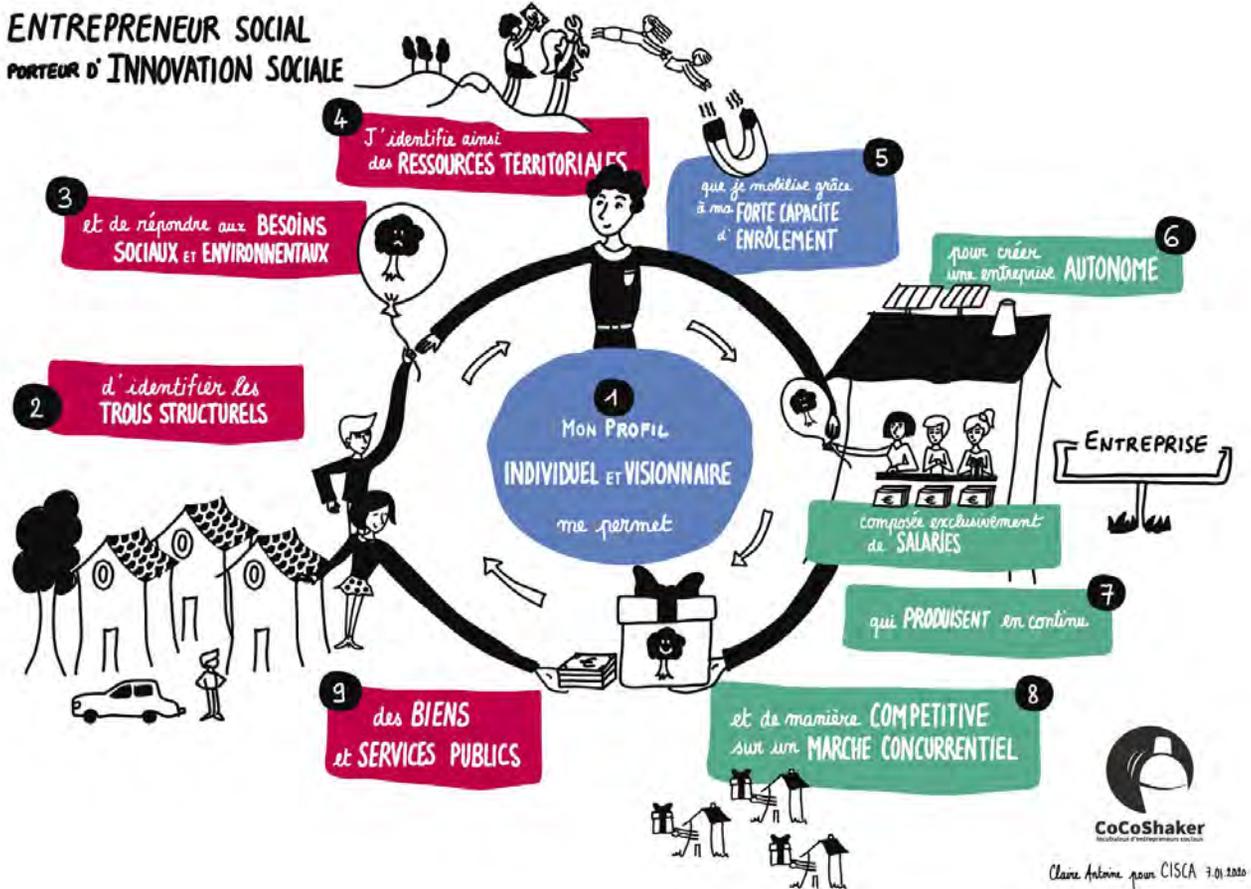
Alter'Incub, Tag, ATIS, Première Brique, ADI, La Croix Rouge-21, LIESS, le Centsept, CocoShaker et les autres... Partout en France, de nombreuses structures accompagnent les porteurs et porteuses de projets d'innovation sociale, qui ont vocation à répondre aux besoins peu ou pas satisfaits d'un territoire. En Auvergne Rhônes-Alpes, CoCoShaker a réalisé une étude visant à mesurer son propre impact social en tant qu'incubateur, et à en évaluer la pertinence. Cette action a été menée avec le Centre d'Innovations Sociales Clermont Auvergne (CISCA). L'analyse a combiné deux approches :

- Une mesure d'impact isolée, concentrée sur trois années d'incubation de 22 projets, dont voici quelques éléments de résultat : 72% des projets sont devenus des entreprises pérennes ; 27% sont à vocation écologique et 73% à vocation sociale ; 50% sont portés par des femmes ; 68% des incubé-es se disent plus heureux-se depuis le lancement du projet via CoCoshaker. L'effet direct ou indirect de l'incubation permettrait d'éviter un coût de 73 200€ à la collectivité, tout en recueillant des charges sociales à hauteur de 616 200€ par an.
- Une mesure d'impact collective, mobilisant l'ensemble des parties prenantes (ancien-nés incubé-es, partenaires, salarié-es, bénévoles...). « Nous avons organisé des rencontres qui ont permis de travailler ensemble sur des aspirations communes et de

créer l'idéal-type de l'entrepreneur-e social-e que l'association accompagne, avec neuf indicateurs », explique Pauline Tranchant, responsable des parcours d'accompagnement chez CoCoShaker. Dans un deuxième temps, un diagnostic a permis de mesurer l'écart entre cet idéal-type et les pratiques mises en œuvre au sein de l'incubateur. « En a découlé la recherche de solutions pour réduire cet écart, puis leur déploiement. » Parmi ces solutions : le réajustement du parcours d'accompagnement, la création de deux parcours supplémentaires pour répondre aux différents besoins et stades d'avancement des entrepreneur-es, l'outillage des prescripteurs et prescriptrices afin de les aider dans la détection des projets, la création d'un outil de suivi des entrepreneur-es à partir des neuf indicateurs.



L'IDÉAL-TYPE DE L'ENTREPRENEUR·E SOCIAL·E ACCOMPAGNÉ·E PAR COCOSHAKER EN NEUF CRITÈRES



LES MÉCANIQUES SOLIDAIRES

Créée par l'Avisé, la Fabrique à initiatives est un réseau de 28 structures territoriales génératrices d'innovation sociale, de l'identification des besoins jusqu'à la détection des porteurs de projets et leur accompagnement.

Dans la métropole de Lyon, le Centsept est une de ces Fabriques. Parmi ses nombreuses missions, elle a impulsé la création d'un garage solidaire pour répondre aux enjeux de mobilité des personnes en situation de précarité. « L'Avisé nous a fait savoir que la Fondation PSA lançait justement un appel à projets pour aider des garages solidaires à se monter, explique Agnès Moncamp, cheffe de projet au Centsept. Nous avons identifié la commune de Décines qui avait un local disponible car un garagiste déménageait, et il y avait une volonté territoriale qui faisait qu'il y avait une opportunité. » Les acteurs locaux mobilisés autour du projet ont construit une vision commune pour le garage, puis ont travaillé à la détection du porteur. L'association Les mécaniques solidaires a été créée, et le garage a ouvert en décembre 2021. Quatre autres Fabriques ont fait de même dans quatre autres localités : Pays de Brest-Carhaix, Pays Périgord Vert, l'Argentanais et le nord Drôme-Ardèche.



4 QUESTIONS À :

BÉATRICE MONTAMAT-DURRUTY, CHARGÉE DE MISSION ESS ET INNOVATION SOCIALE À L'ADI, L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ET D'INNOVATION NOUVELLE-AQUITAINE

Dans quels secteurs y a-t-il particulièrement besoin d'innovation sociale aujourd'hui ?

Aujourd'hui il y existe de nombreuses problématiques autour de l'habitat et du vieillissement, mais aussi des mobilités, de l'alimentation. Mais il faut avoir une approche par territoire, selon les besoins propres à l'endroit où vit une population, et selon les partenaires présents sur la zone. On ne peut pas implanter des innovations en faisant des « copier/coller » d'un territoire à l'autre.

Pourquoi peut-on parler d'innovation, dans le domaine social, au même titre que d'innovation technologique, par exemple ?

C'est parce que l'innovation sociale est autant porteuse de transformation et de création de valeurs nouvelles qu'une innovation plus conventionnelle. On parle de création de valeur économique bien sûr, mais aussi de valeur collaborative et collective, et elle engendre des créations de valeur d'ordre social. C'est donc une innovation qui est, peut-être, plus large que l'innovation telle qu'on l'entend habituellement.

Quels sont les critères d'un projet socialement innovant ?

Dans le référentiel de l'innovation sociale en Nouvelle-Aquitaine nous avons douze critères, répartis en trois

blocs (voir ci-dessous). Nous sommes très attentifs à l'aspect collaboratif de l'innovation, afin qu'elle soit pensée en groupe, qu'elle intègre le bénéficiaire dès le début, durant la phase de conception. L'innovation doit

aussi permettre de faire évoluer les cadres, donc nous sommes vigilants à ce que la problématique sociale soit bien posée par le porteur de projet. Il faut aussi qu'elle s'inscrive dans une démarche de partage de résultats avec les autres acteurs de son secteur d'activité, afin de pouvoir échanger sur les échecs et les réussites et de faire avancer une réflexion collective sur le besoin social.

Comment favorisez-vous l'émergence de projets ?

Avant tout par beaucoup d'actions de sensibilisation, parce que nous sommes persuadés qu'il y a un potentiel d'innovation sociale chez tout le monde. Nous expliquons aux acteurs de l'ESS que c'est à leur portée, facile à mettre en œuvre et que nous les accompagnons. Nous faisons aussi de la sensibilisation auprès des réseaux économiques plus traditionnels, car l'innovation sociale est ouverte à l'ensemble des acteurs socio-économiques. Nous avons des PME industrielles qui sont aussi lauréates de l'AMI « innovation sociale » du Conseil Régional. Elles réinterrogent le travail dans ses modes d'organisation et de gouvernance, pour essayer aussi de faire évoluer ces cadres-là.



LES 12 CRITÈRES DE L'INNOVATION SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE

CARACTÈRE COLLECTIF

- Portage collectif
- Diversité du collectif
- Implication du public cible
- Gouvernance

APPORTS

- Consistance du mode opératoire
- Rupture avec l'existant
- Potentiel de transformation sociale

CONTEXTE

- Ancrage territorial
- Accessibilité du dispositif
- Viabilité économique
- Impact environnemental
- Ouverture à la recherche

UN OBJECTIF : TOUS ÉGAUX FACE À L'EMPLOI



L'égalité face à l'emploi ? Un idéal qui est loin d'être la réalité, notamment en matière de salaire entre les hommes et les femmes. Ameline Bordas, chargée d'études à la Chaire Impact Positif d'Audencia, organise des ateliers de Négo Training ouverts à toutes les femmes pour les aider à négocier leur salaire. En effet, il y a encore du pain sur la planche. Faites le quizz pour vous en rendre compte !



QUIZ

➤ DÉCOUVREZ LES RÉPONSES
PAGE SUIVANTE

L'égalité économique femmes - hommes dans le monde sera atteinte en :	<input type="radio"/> 2038	<input type="radio"/> 2188	<input type="radio"/> 2288
En France, parmi toutes les femmes actives, combien travaillent à temps partiel ?	<input type="radio"/> 15%	<input type="radio"/> 29%	<input type="radio"/> 43%
Sur toute une vie, à cause des inégalités de salaire, les femmes perdent en moyenne :	<input type="radio"/> 50 000€	<input type="radio"/> 150 000€	<input type="radio"/> 300 000€
L'écart annuel de rémunération entre les femmes et les hommes cadres, en équivalent temps plein, est en moyenne de :	<input type="radio"/> 8%	<input type="radio"/> 18%	<input type="radio"/> 28%
La proportion de femmes à négocier leur salaire à la première embauche s'élève à :	<input type="radio"/> 13%	<input type="radio"/> 23%	<input type="radio"/> 33%
Les écarts de droits directs à la retraite entre les hommes et les femmes s'élèvent à :	<input type="radio"/> 31%	<input type="radio"/> 42%	<input type="radio"/> 53%

EN CHIFFRES

2288 >

C'est l'année où l'égalité économique sera atteinte selon une étude menée en 2021 par le Forum économique mondial. Les inégalités se réduisent, mais beaucoup moins vite qu'avant. Les femmes sont beaucoup plus touchées par la précarité, les temps partiels subis, et la crise du Covid n'y est pas pour rien. Sur les 153 pays étudiés, la France est 15^e au classement.

29 % >

Des femmes travaillent à temps partiel en France contre 7,7% des hommes, ce qui explique la forte inégalité sur les salaires. Pour un million d'entre elles, c'est un temps partiel subi, elles souhaiteraient pouvoir travailler plus. Cette réalité est notamment liée aux secteurs professionnels vers lesquels elles sont orientées (aide à domicile, éducation...)

300 000 € >

En moyenne, voilà ce que perdent les femmes sur toute une vie, comparé aux hommes, en raison des inégalités de salaire. Ce chiffre est tiré, d'une étude d'Alternatives Économiques en 2017. Pour les moins diplômées, il s'élève à 220 000 €. Il est de 480 000 € pour les plus diplômées.

18 % >

C'est l'écart annuel moyen de rémunération entre les cadres hommes et femmes. C'est la catégorie socioprofessionnelle où il y a le plus d'inégalités puisque c'est aussi celle où les marges de négociation et d'évolution sont les plus importantes. Pour les professions intermédiaires, cet écart est de 5%, pour les ouvrier-ères qualifié-es c'est 3%, et 1% pour les ouvrier-ères non qualifié-es

33 % >

Des femmes négocient leur salaire à leur première embauche contre 60% pour les hommes, selon une étude de la Chaire Impact Positif d'Audencia. Les femmes ont moins confiance en leur capacité de négociation. Autre résultat de l'enquête, 83% des personnes ont vu une issue favorable à la négociation, quel que soit le genre.

42 % >

C'est l'écart de droits directs à la retraite entre les hommes et les femmes. Il s'explique par l'emploi à temps partiel, mais aussi par les congés parentaux qui sont le plus souvent pris par les femmes. Précision de l'Insee, en prenant en compte les versements de pensions de retraite du conjoint, en cas de décès, l'écart s'élève encore à 26 %



ÉQUIPE MOBILE EMPLOI : LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES D'EMPLOYABILITÉ

L'Équipe mobile emploi est un dispositif destiné aux personnes sans domicile fixe. Il favorise une prise d'emploi directe ou l'intégration d'un parcours d'insertion. Cette expérimentation est portée depuis 2019 par la Fondation de Nice dont la mission est d'accompagner les personnes vulnérables et de changer le regard sur la pauvreté, dans les Alpes-Maritimes.

Concrètement, un binôme composé d'un-e conseiller-e en insertion professionnelle de Flash Emploi et d'un-e chargé-e de mission de Cap Entreprise (deux services de la Fondation de Nice) intervient dans des lieux de

distribution de nourriture, accueils de nuit, maraudes, etc. L'Équipe mobile emploi, c'est un pas vers les plus exclus qui ne se rendent plus dans les administrations du service public de l'emploi et dans les associations d'insertion. Le non-recours à ces services est principalement lié à leur méconnaissance, à la complexité des démarches, aux délais d'attente, à la fracture numérique et linguistique.

Sur un semestre en 2021, 19 journées d'intervention ont été organisées, 150 personnes ont été rencontrées, 15 d'entre elles ont repris une activité.



BOOSTER L'INSERTION PAR LES CLAUSES SOCIALES DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Le code des marchés publics rend obligatoire la prise en compte de la responsabilité sociale ou environnementale de l'acheteur, depuis 2006. Ce que préconise aujourd'hui le Plan National pour des Achats Durables c'est une montée en puissance pour atteindre, d'ici 2025, 30%

des marchés comprenant au moins une considération sociale. Cela peut être l'insertion des publics éloignés de l'emploi ou en situation de handicap, la lutte contre les discriminations ou encore le respect des exigences éthiques.

« En Nouvelle-Aquitaine, depuis septembre 2019 ce sont plus de 140 000 heures d'insertion qui ont été intégrées aux travaux publics dont nous avons la charge. Jusqu'à présent, le seuil pour l'enclenchement des clauses d'insertion était d'un million d'euros.

À partir de 2022, il est abaissé à 100 000 euros. Ce qui va aussi changer à partir de cette année, c'est la possibilité pour les lycées de faire appel à des structures d'insertion pour le remplacement du personnel technique. Et dans le cadre des transports scolaires, des clauses sociales vont être demandées, notamment sur l'emploi féminin. »

Maud Caruhel, Vice-présidente du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine en charge de l'économie sociale et solidaire.



UN MÉTIER : FACILITATEUR·RICE CLAUSES SOCIALES D'INSERTION

Pour assurer la mise en œuvre des clauses d'insertion dans la commande publique, leur suivi et leur évaluation, il existe des facilitateur·rices. Ils et elles jouent le rôle d'intermédiaire entre les collectivités, les entreprises titulaires des marchés, les personnes éloignées de l'emploi et les acteurs de l'insertion par l'activité économique. « Nous sommes là pour favoriser et

consolider les parcours d'insertion sociale, c'est notre mission principale, insiste Frédéric Mangeant, facilitateur nord-Poitou. Certains d'entre nous se retrouvent très isolés sur leur territoire et il est maintenant essentiel qu'on se coordonne, pour ne pas perdre le sens de notre mission qui est de se mettre au service des personnes en insertion, et non de l'entreprise ou du donneur d'ordre. »

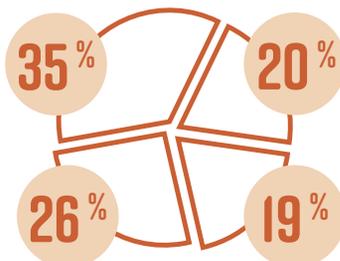


TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE : L'EMPLOI EST UN DROIT !

Après la réussite de la phase d'expérimentation de Territoires zéro chômeur de longue durée sur 10 territoires, la loi du 14 décembre 2020 a autorisé l'extension de la démarche à 50 nouveaux territoires sur la période 2021-2026. Le principe : proposer à toute personne privée durablement d'emploi un contrat en CDI, à temps choisi, en développant des activités répondant aux besoins locaux via la création d'une Entreprise à But d'Emploi. Les fonds qui permettent le financement des entreprises

proviennent essentiellement de l'État, des conseils départementaux et régionaux, de communautés de communes et d'organismes publics et privés volontaires. Cette expérimentation se fait sans coût supplémentaire pour la collectivité puisqu'il s'agit d'un transfert de budget : au lieu de supporter les dépenses liées à la privation d'emploi (estimées à 18 000€ par personne et par an), elle contribue à financer la création d'activité pour les personnes qui en sont éloignées.

MANQUE À GAGNER
En impôt et cotisations sociales



DÉPENSES SOCIALES
RSA, allocations adultes handicapés, allocations logement

COÛTS INDUITS
Dépenses induites par les conséquences sociales du chômage dans les domaines de la santé, de la sécurité, de la protection de l'enfance.

DÉPENSES LIÉES À L'EMPLOI
Allocation spécifique de solidarité, accompagnement

43
MILLIARDS D'EUROS

C'est le coût de la privation d'emploi chaque année. Ce chiffre est issu d'une étude macro-économique réalisée en 2017, sur des statistiques de 2014.

COOPÉRER POUR TRANSFORMER



LES RÈGLES D'OR POUR UNE COOPÉRATION RÉUSSIE ENTRE PERSONNES PEU HABITUÉES À COOPÉRER

Virginie Gozin est la fondatrice de Winzelia, cabinet de conseil en impulsion et conduite de transformations complexes. Elle organise des ateliers d'intelligence collective pour encourager une collaboration fructueuse.

Voici les cinq règles d'or qu'elle a identifiées :

1 > CURIOSITÉ ET OUVERTURE

Je SAIS m'adapter, je m'autorise à sortir de mon cadre habituel.

2 > ENVIE ET SINCÉRITÉ

En me prêtant au jeu, je peux interagir avec une personne que je ne connais pas et obtenir un résultat.

3 > SÉRÉNITÉ

Je m'écoute moi-même pour mieux écouter les autres... et... vice-versa.



4 > EXEMPLARITÉ

En m'appliquant à moi-même les conditions du positif, je les fais rayonner autour de moi et dans le groupe, naturellement.

5 > SÉCURITÉ PSYCHOLOGIQUE

Je participe à créer les conditions de la confiance.



UN LEVIER AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET À LA CRÉATION DE VALEUR DANS LES TERRITOIRES

On ne peut pas penser le monde de demain sans coopération, levier stratégique pour aller plus loin dans le développement et l'innovation au service des territoires et de leurs habitant-es. Les Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) en sont un exemple.

Dans le sud Gironde, Cap Solidaire a été créé par des organisations de l'ESS qui se sont réunies autour de ces questions : quel est notre méta-projet pour mieux vivre ici, ensemble ? Sur quoi coopérer, et pour répondre à quels besoins ? « Chez nous les enjeux sont ceux de la mobilité, de la jeunesse, de l'alimentation, du développement de

l'ESS pour des emplois non-délocalisables, l'attractivité. Et c'est ce point de départ qui a permis de fédérer le collectif », explique Clément Bosredon, directeur de Cap Solidaire.

FAIRE TERRITOIRE ENSEMBLE

Partie de six structures en 2013, elle compte aujourd'hui 80 membres. Un décloisonnement qui a suscité d'autres questions : « Comment on agrège aussi les collectivités, comment on s'ouvre à l'économie plus classique, et

« Si je devais donner une définition de la coopération, c'est peut-être l'art de faire vivre des désaccords. On fantasme quelque chose de merveilleux, mais il faut aussi les embarquer, ces désaccords. »

Stéphane Bossuet, Président Coopérer pour entreprendre

aux personnes citoyennes qui veulent être actrices et plus seulement spectatrices d'une démarche de développement territorial ? » Ce PTCE offre aujourd'hui un espace où les acteurs de l'ESS, les jeunes, les seniors, les élu-es, les porteuses et porteurs de projets peuvent se rencontrer, « car pour coopérer il faut déjà savoir se connaître, en plus de connaître le projet commun. » Cette démarche collective a porté ses fruits. Pour donner le seul exemple des transports, le dispositif d'accompagnement à la mobilité touche 400 personnes par an, et la moitié a pu accéder à un emploi. « C'est un résultat qu'on n'aurait pas été capables de produire seul, à petite échelle. »

« COOPÉRER, ÇA NE SE DÉCRÈTE PAS »

En Haute-Vienne, LIESS est aussi né d'un processus de coopération. Cet incubateur de projets collectifs et d'intérêt général a vu le jour en 2020 pour répondre à un besoin identifié par six structures de l'économie sociale et solidaire et de la création d'entreprise : la CRESS Nouvelle-Aquitaine qui a lancé et co-animé le projet, BGE Limousin Poitou-Charentes, France Active



Nouvelle-Aquitaine, l'URSCOP, la Coopérative d'Activité et d'Emploi Oxalis, et l'association interconsulaire de la Haute-Vienne. Acteurs historiques de l'accompagnement, tous se connaissent bien et il y avait une logique à coopérer. « Mais ce n'était pas si naturel au départ, et il était important de consolider les liens avant d'ouvrir cette coopération à d'autres acteurs », souligne Marion Bergognon, animatrice de LIESS. Ou comme le formule Stéphane Bossuet, président de Coopérer pour entreprendre, « coopérer, ça ne se décrète pas. Il faut travailler le geste avant l'outil. [...] On coopère rarement entre structures, on coopère entre personnes, quand bien même elles représentent des structures. Ce sont des humains avec leur propre implicite. »

Être utile aux projets utiles.
1^{er} financeur de l'économie sociale et solidaire*.



 PARTENAIRE PREMIUM


CAISSE D'ÉPARGNE
 Vous être utile.

Communication à caractère publicitaire.
*Source : Banque de France / périmètre ISBLM, crédits d'investissements septembre 2018.
BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris n° 493 455 042 - ALTMANN - PACREAU - Crédit photo : Arthur Delloye.

Ensemble pour une économie **plus sociale et solidaire**

La Macif est une entreprise de l'économie sociale.

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5,2 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun.

Plus d'informations sur macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**



Crédit photo : Agnieszka Olek / Caia Images / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

open média
VIVANT

vivant-le-media.fr

L'ACTUALITÉ DES SOLUTIONS LOCALES



Transition écologique & innovation sociale



libre, gratuit et indépendant

Ness

édité par **Chorum**
GROUPE vyv

Le média des nouvelles solidarités

Découvrez Ness, nouveau web média d'actualité 100% ESS et 100% numérique édité par Chorum

Un média gratuit multiformat pour analyser la capacité de l'ESS à innover et à s'adapter aux grands défis sociaux, économiques et environnementaux de notre société, tout en mettant en lumière les acteurs qui œuvrent au quotidien. Et une newsletter pour valoriser tous les 15 jours les contenus mis en ligne en continu et les actualités de l'ESS publiées sur **Chorum.fr**.

Abonnez-vous à sa newsletter :

Chorum.fr/ness



Suivez Ness sur [in @ness-chorum](https://www.linkedin.com/company/ness-chorum)

[@Ness_chorum](https://twitter.com/Ness_chorum)



RETOUR EN IMAGES



MERCI ! AUX ORGANISATIONS INVESTIES SUR LE FORUM ESS



Liste des organisations intervenantes

A+cestmieux - Accom - ACEASCCOP - Acoeuro.com - Actes & Sens - ADDES - ADEFIP - ADI Nouvelle-Aquitaine - AFCODEV - AFIPAR - Aful - Agence Erasmus+ - Agence Lucie - AIDE@VENIR - AIVE - Alpha2F - Alterbative - Apesa - APF France Handicap - April - AQUITAINE CULTURE - ARACT - Asociación Navarra Nuevo Futuro - Association Artnestine - Association Camp'US - Association REPAS - AssoConnect - Atcoop - ATIS (Association Territoires et Innovation Sociale) - AUDIES - Autonom Lab - Autour du 1er mai - Avise - Aviva - BABEL.COOP - Banque des territoires - Bazar - Biocoop - Boboyaka - Cabestan - Café Boost - CAIRSO - Caisse d'Épargne - Caisse des Dépôts - Cap Solidaire - CBE de Seignanx - CEMEA - CEMEA NOUVELLE AQUITAINE - Centre Europe Direct Poitiers Vienne/Deux Sèvres - Centre français des Fonds et Fondations - Centsept - CGSCOP - Chaire Impact Positif d'Audencia - Chaire Terr'ESS - Chambre des métiers - CIRENA - CISCA, Centre d'Innovations Sociales Clermont Auvergne - CJDES - Co-actions - CoCoShaker - Collectif AGREMOB - Collectif CHATONS - Collectif Transmettre l'ESS - Ligue de l'enseignement de la Dordogne - Collectifs emploi - Collège d'études mondiales - Commission égalité femmes-hommes Le du Conseil Supérieur de l'ESS - Confédération générale des Scop - Conseil départemental de la Gironde - Conseil départemental du Lot-et-Garonne - Conseil départemental Ille-et-Vilaine - Conseil départemental de la Nièvre - Conseil régional de Bretagne - Consortium Coopérative - Coop & Bat - Coop alpha - Cooperative des tiers lieux - Coopérer pour entreprendre - CREAL - CRER - CRESS Aura - Cress Bretagne - CRESS IDF - CRESS Nouvelle-Aquitaine - CRGE - D'asques et d'ailleurs - Debian - Diffuz - Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) - Grand Ouest - e-graine Nouvelle Aquitaine - Enercoop - Envie Autonomie - EPALE - ESS Expertise - ESS France - ESS Pratiques - ESSplicité - Ethiquable - F3E - Fabrique Pola - FAIR - Familles Rurales - Fédération Artisans du Monde - Fédération des CAE - Fédération Léo Lagrange - Fédération Nationale des Caisse d'Épargne - Fédération nationale OCCE - Finacoop - FINAGILE - Finances et Pédagogie - Finansol - FNCUMA - Fondation Cognacq-Jay - Fondation Crédit Coopératif - Fondation de France Grand Ouest - Fondation de France Sud-Ouest - Fondation Jean-Jaurès - Fondation de Nice - Fondation Macif - Fondation Maison de Salins - Fondation ZOEIN - FORMASCOPE - France Active Poitou Charentes - Pop - France Tiers-Lieux - Gérontopole de Nouvelle-Aquitaine - GIP GPV Rive Droite - GO LEARNING - Grenoble Ecole Management - Groupe UP - Groupe VYV - Habitat des possibles - Hicoe - Hnord - Hoa Ora - Humans By Nature - Ifaid - Impact Track - In Extenso - INAE - Info Jeunes Nouvelle-Aquitaine - Insitut des terriores cooperatifs - Institut des Territoires Coopératifs - Institut Français du Monde Associatif - IPSE - IUT de Périgueux - JCEF - Jeune Chambre Economique Française - Képos - L'A. Agence culturelle Nouvelle-Aquitaine - l'association TZCLD - L'Atelier des coopératives d'habitants - AtCoop - L'ESPER - La Compagnie Chronique - La Coop' des Tiers-Lieux - La Coopération agricole Nouvelle-Aquitaine - La fabrique coopérative - La Fonda - La French Tech Pays Bask - La Navette - La Ruhe - LabCom DESTINS - Laboratoire LITEM (Université Paris-Saclay) - Le Labo de l'ESS - Le PHARES - Les Ateliers du Bocage - Les CAE bâtiment - Les Canaux - Les Petits Débrouillards - Les Premières Nouvelle-Aquitaine - LICOORNES - Lycée Agricole de Coulounieix Chamiers - Macif - MAIF - MAIF BtoB - Mairie de Bordeaux - Mairie de la Crèche - MES, Mouvement pour l'Économie Solidaire - Meta-Press.es - MFR de Périgueux - MGEN - MNT - Mouvement Sol - MPS Formation - MSHS Poitiers - Nantes Métropole - O tempora - OCCE - Omnicité - Opale - Oxalis - Passerelles et compétences - PCER hydro - Pi-Vers - Pôle régional d'économie sociale de Laval, Quebec - PQNA - Pays et Quartiers de Nouvelle Aquitaine - PR2L - Pro Bono Lab - Profession Sports et Loisirs - Radio Pulsar - Région Nouvelle-Aquitaine - ReNAITRE (Réseau Nouvelle-Aquitaine Initiatives Territoriales du Réemploi) - Resanté-vous - Réseau des Chambres régionales de l'ESS (CRESS) - Réseau des incubateurs de la Région Nouvelle-Aquitaine - Réseau HAPA - (Réseau National de l'habitat partagé et accompagné) - Réseau rural national - RésO Villers - RNMA - RTES - Secrétariat d'État à l'Économie Sociale, Solidaire et Responsable - Sillages - SILVERatHOME - SMART - So Coop - Soli'Niort - Solidaris Solidarités Nouvelles Face au Chômage Solutions Solidaires - TAG22 - TeleCoop - Titi-floris - Toccata - Trizzy - UDES - Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire - Ufisc - Université Rurale Quercy Rouergue - URHAJ : Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes en Nouvelle-Aquitaine - URSCOP Nouvelle-Aquitaine - Ventech - Vertigo Lab - Ville de Castillon la Bataille - Ville de Sceaux - Vivant, le Media - Waves of change - Winzelia

Comité de pilotage

Région Nouvelle-Aquitaine*, Communauté d'agglomération niortaise (CAN)*, CRESS Nouvelle-Aquitaine*, CRESS Bretagne, CRESS Centre-Val de Loire, CRESS Île-de-France, CRESS Pays de la Loire, Aésio Mutuelle, ADI Nouvelle-Aquitaine*, APF France handicap, ANCT, Avise*, Banque des territoires, Caisse d'Épargne (BPCE), Chorum, CNFPT, Coopérer pour entreprendre, Esper*, ESS France*, La fédération des entreprises d'insertion*, La Fonda*, Forum mondial de l'ESS (GSEF), Groupe UP, Groupe VYV, Labo de l'ESS, Macif, Maif, MGEN, MNT, Mouvement associatif, Le Rameau*, Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire - RTES*, Réseau inter universitaire de l'économie sociale et solidaire - RIUESS, Scop La Navette, UDES

* impliquées dans un des cercles de la gouvernance partagée du Forum

Avec le soutien de :

Partenaires institutionnels



RÉGION
Nouvelle-Aquitaine

niort agglo
Agglomération du Niortais



BANQUE des
TERRITOIRES



Partenaires financiers



CAISSE D'ÉPARGNE



Partenaires médias



Partenaires événementiels

